



## Fonction publique : mobilisé.e.s le mardi 10 octobre

Depuis l'arrivée du nouveau gouvernement, les mesures négatives s'accumulent pour les agent.e.s de la Fonction publique : gel de la valeur du point indice, rétablissement de la journée de carence, perspective de 120 000 suppressions d'emplois sur les 3 versants de la Fonction publique...

Et contrairement à l'engagement fait aux agent.e.s public.que.s par Emmanuel Macron dans le cadre de sa campagne présidentielle : (*"J'augmenterai votre pouvoir d'achat, comme celui des salarié(e)s des entreprises : vous paierez moins de cotisations et votre salaire net sera augmenté d'autant"*), la hausse de la CSG se traduira au mieux par une simple compensation dans la fonction publique, c'est à dire sans gain de pouvoir d'achat pour les agent.e.s !

Les lignes rouges ont été dépassées par le gouvernement avec :

- Le gel de la valeur du point d'indice
- Le point d'indice différencié entre les versants de la Fonction Publique
- Le rétablissement du jour de carence,
- L'augmentation de la CSG de 1,7%
- La baisse des moyens alloués à la formation continue
- La suppression de milliers de contrats aidés
- La suppression de 120 000 emplois programmée dans la fonction publique, dont 70000 dans la FPT.
- L'attaque prévue sur notre système de retraites par répartition.

Toutes ces mesures vont impacter fortement et négativement le pouvoir d'achat de plus de 5,4 millions d'agent.e.s public.que.s et fragilisent les services publics rendus aux usagers. C'est inacceptable.

Elles remettent en cause le statut de la Fonction Publique. C'est non seulement injuste pour les agent.e.s, mais c'est aussi totalement inefficace pour une fonction publique de moins en moins attractive dans de nombreux secteurs. Ces mesures ne contribuent en rien à l'amélioration de la qualité des services publics. Services publics au sujet desquels nos organisations syndicales rappellent leur demande d'un débat de fond sur ses missions, sur le bilan des réformes déjà engagées et sur le devenir du service public.

**C'est pour faire entendre ces profonds désaccords que les organisations syndicales appellent toutes et tous les agent.e.s à la grève, aux manifestations ou rassemblements pour se mobiliser le**

**MARDI 10 octobre, date choisie par le ministre pour la tenue d'un rendez-vous salarial.**

**Carcassonne : 10h00 devant la Cité administrative**

**Narbonne : 10h30 devant la Sous-Préfecture**

Elles exigent une véritable négociation salariale qui aboutisse à une réelle reconnaissance du travail, des missions et de l'engagement professionnel des agent.e.s par une augmentation du pouvoir d'achat et la revalorisation des carrières, le non rétablissement de la journée de carence et les moyens nécessaires pour permettre aux agent.e.s d'exercer leurs missions de services publics.

Les services publics sont un investissement gagnant pour la nation. Ses agents doivent être reconnus dans leur engagement et non être considérés comme la variable d'ajustement budgétaire.